



Filières agricoles

Le coton, exemple à suivre

Président du ROPPA depuis 2000, Ndiogou Fall, qui exploite 10 hectares dans la région de Thiès au Sénégal, est engagé depuis 1974 dans la défense des agriculteurs de son pays et d'Afrique. Il a notamment été l'un des membres fondateurs du Conseil national de concertation des ruraux (CNCR).

En mai 2004, à Cotonou, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) organisait un Atelier de concertation paysanne sur le développement de la filière coton en Afrique. Étaient notamment présents des producteurs des pays d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Centre, des représentants d'organisations paysannes européennes, de la FAO, des institutions de recherche, des ONG du Nord et du Sud et des personnes-ressources.

Tous ensemble, nous avons développé une grande réflexion sur le coton. Chaque pays a examiné sa filière, ses difficultés, ses contraintes, ses avantages. Cela a débouché sur des propositions de solutions à l'échelon régional ou international. Le souci était de parvenir à sérier de manière correcte ce que l'on devait faire à chaque niveau et d'appliquer le principe de subsidiarité cher au ROPPA. Ce qui prime pour moi dorénavant, c'est la mise en pratique de ces propositions concertées.

Pouvoir anticiper

Une des priorités que nous enseignent l'exemple du coton aujourd'hui, c'est l'importance de l'accès à l'information. Il faut organiser cet accès, le gérer et l'améliorer du niveau régional vers le niveau national ou international et inversement. Pour cela, nous devons examiner la situation de l'information, définir une stratégie politique d'information et de communication et la mettre en œuvre le plus rapidement possible.

L'analyse de la filière coton nous a également montré que le deuxième défi était celui de l'organisation et de la gestion des plates-formes, la formation des leaders paysans ainsi que des personnes-ressources du réseau. À ce stade, ces leaders ont besoin d'être soutenus en étant informés rapidement sur les événements dans les pays, dans la région et à l'échelle internationale. L'enjeu pour les responsables est de pouvoir comprendre en temps réel comment se dessinent les stratégies. Sans cela, ils ne seront pas capables d'anticiper.

Or, ce que nous voulons, ce n'est pas être une simple organisation qui enregistre tous les jours l'état de la filière. Nous voulons être

Le coton ne se mange pas. Et pourtant, pour Ndiogou Fall, président du ROPPA, le type de réflexion qui s'organise autour de cette filière, de son organisation et de sa gestion, tant au niveau local qu'international, peut contribuer à la sécurité alimentaire.

capables d'anticiper. Nous voulons pouvoir dire "voilà les évolutions qui se dessinent au niveau de mon pays et voilà les types d'organisations, d'actions que nous pouvons mettre en place pour les prévoir et le moment venu en tirer des gains".

Mais attention, nous ne sommes pas que des producteurs de coton. D'ailleurs, il n'y a pas un seul producteur qui ne fasse que du coton. Le coton pour nous est une porte d'entrée, un cas d'école. Et c'est ce même travail que nous envisageons pour d'autres filières et pour l'ensemble de l'exploitation agricole familiale.

Les céréales aussi

Il faut de la même manière travailler sur le riz, sur l'arachide et les oléagineux et surtout sur les céréales, puisque ce sont elles qui constituent l'alimentation principale de nos populations. Notre priorité est d'assurer la sécurité alimentaire des populations africaines en grande partie à partir de ce que

défendre avant tout leurs propres intérêts. Ensuite, si chacune des plates-formes défend bien ses intérêts au niveau de son pays, la tâche du ROPPA en sera beaucoup simplifiée au niveau international. Il s'agit de parler de développement international en prenant appui sur des plates-formes nationales. C'est pourquoi les questions informationnelles, organisationnelles sont importantes pour renforcer les capacités de chacun de ces acteurs.

Réflexion-action

Une fois ces organisations consolidées, elles permettront à nos membres – chacun dans sa famille, dans son foyer – d'améliorer son bien-être, ses conditions de vie et de travail. Si nous n'arrivons pas à cela, je considère que nous n'aurons rien fait. C'est pourquoi la réflexion doit être accompagnée par l'action. Autant on réfléchit sur des politiques, autant on doit mettre en place des programmes qui vont permettre d'améliorer chaque jour un peu plus les revenus des membres de la base. Cela est très important pour nous. Nous ne pourrions pas continuer avec des partenaires qui passent leur temps à réfléchir mais qui ne mettent jamais en œuvre les résultats de leurs réflexions. Il faut absolument que ce soit un système réflexion-action.

De petites pistes commencent à se dessiner. Elles nous mettent face à des partenaires auxquels nous ne sommes pas habitués. Cela suscite de l'espoir mais aussi de l'angoisse. Ces rencontres nous obligent à réfléchir au suivi efficace de ces choses qui commencent à se dessiner. Comment garantir la participation des producteurs ? Comment garantir que leurs propositions arrivent sur la table et qu'elles répondent aux préoccupations du moment ?

Autant de questions qu'il faut se poser pour parvenir à sortir certaines filières de la crise où elles se trouvent depuis longtemps. Vaste programme, mais c'est sur ces aspects-là que nous entendons mettre l'accent pour les années à venir.

“Ce qui prime aujourd'hui, c'est l'accès à l'information”

nous produisons. C'est d'ailleurs l'objectif du programme "Afrique nourricière", qui cible de façon très précise la réalité de notre agriculture. Ce programme intègre des aspects d'agriculture céréalière, vivrière ainsi que des aspects d'agriculture à l'exportation, d'élevage, etc. C'est l'agriculture au sens large qui nous préoccupe et ce sur quoi nous essayons de travailler en ayant une compréhension claire du fonctionnement de chacune de ces filières. La filière représente une porte d'entrée pour nous permettre de comprendre l'ensemble du système et déterminer dans chaque secteur ce qui manque, ce qu'il faut faire ou modifier, etc.

D'une manière générale, il faut agir pour que, dans chaque pays, les membres du ROPPA puissent disposer de la capacité à

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.